

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PIERVAL

Société Civile de Placement Immobilier à capital fixe

Siège social :

9 rue de Milan - 75009 PARIS

524 187 143 RCS Paris

AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ANNUELLE

L'Assemblée Générale Mixte de la SCPI PIERVAL se réunira le jeudi 26 juin 2025 à 14h00, au siège social de la société, sis 9 rue de Milan 75009 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- A titre ordinaire :
 - Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024
 - Quitus à la Société de Gestion
 - Quitus au Conseil de Surveillance
 - Affectation du résultat de l'exercice et distribution d'un dividende
 - Approbation des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la Société
 - Autorisation d'affectation du solde débiteur du compte des plus ou moins-values sur cessions d'immeuble sur le compte prime d'émission
 - Approbation du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier
 - Rémunération et frais de déplacement des membres du Conseil de Surveillance
- A titre extraordinaire :
 - Modification de l'article 41 des statuts relatif à l'affectation et à la répartition des résultats
 - Autorisation de procéder à une réduction du capital social par diminution de la valeur nominale des parts détenues par l'ensemble des associés
 - Modification de l'article 9 des statuts relatif au capital social.
- A titre ordinaire et extraordinaire :
 - Pouvoirs à donner en vue de l'accomplissement des formalités.

A défaut de quorum suffisant lors de la première Assemblée Générale (25 % du capital social pour les décisions ordinaires et 50 % du capital social pour les décisions extraordinaires), une seconde assemblée se tiendra le mardi 8 juillet 2025 à 14h00 au siège de la Société de Gestion (9 rue de Milan 75009 Paris) pour délibérer sur les résolutions n'ayant pas pu être votées.

Il est enfin précisé que les associés sont convoqués à l'Assemblée Générale Mixte, par lettre ordinaire qui leur est directement adressée, accompagnée des documents auxquels ces projets se réfèrent.

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**PREMIERE RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance ainsi que du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve les comptes de cet exercice, l'état patrimonial, le compte de résultat et l'annexe comptable tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve à la Société de Gestion Euryale au titre de sa gestion de la Société pour l'exercice social clos le 31 décembre 2024.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de Surveillance, en approuve les termes et donne quitus entier et sans réserve au Conseil de surveillance pour sa mission d'assistance et de contrôle pour l'exercice social clos le 31 décembre 2024.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, approuve l'affectation et la répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 telles qu'elles lui sont proposées par la Société de Gestion. Elle décide d'affecter le bénéfice distribuable, c'est-à-dire :

- Résultat de l'exercice 2024 est de 79 488,30 €
- Report à nouveau est de 4 417,55 €

Soit un bénéfice distribuable de 83 905,85 €

A la distribution de dividendes ordinaires, déjà versés par acomptes aux associés, pour 78 662 € et le solde au report à nouveau portant ce dernier à 5 243,85 €.

En conséquence, le dividende unitaire ordinaire revenant à une part ayant douze mois de jouissance est arrêté à 18,50 €.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance de l'état annexé au rapport de gestion, retraçant la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la Société, approuve lesdites valeurs de la Société arrêtées au 31 décembre 2024 à savoir :

- Valeur comptable est de 4 531 126 euros soit 1 065,65 euros par part,
- Valeur de réalisation 4 306 828 euros soit 1 012,89 euros par part,
- Valeur de reconstitution 5 281 852 euros soit 1 242,20 euros par part.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de la Société de Gestion et de l'avis favorable du conseil de surveillance autorise, lors de chaque arrêté trimestriel, la Société de Gestion à procéder à l'affectation du solde débiteur du compte des « plus ou moins-values sur cessions d'immeubles » à cette date sur le compte « prime d'émission », afin d'apurer les pertes nettes constatées à la fin du trimestre.

Cette autorisation est valable pour l'exercice en cours et les exercices suivants.

SEPTIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir entendu lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance et du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L.214-106 du code monétaire et financier, approuve ledit rapport et les conventions qui y sont visées.

HUITIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir entendu lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, et constaté qu'il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2024, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2025 mais que les membres du conseil de surveillance auront droit au remboursement des frais de déplacement qu'ils auront exposés au cours de l'exercice de leurs fonctions, sur présentation de pièces justificatives.

NEUVIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte que le compte de prime d'émission exclusivement dédié au prélèvement des frais de souscription et d'acquisition, et dont le solde à la date des présentes s'élève à 297 773.95 euros, est désormais sans objet au motif que la Société est fermée à la souscription et n'envisage plus de procéder à des acquisitions immobilières.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale Ordinaire décide, sur proposition de la Société de Gestion et après avis favorable du Conseil de Surveillance :

- De rendre disponibles les sommes figurant à la date des présentes au crédit du compte de prime d'émission de la Société ;
- De distribuer aux associés une somme de 297 640 euros prélevée sur le compte de prime d'émission (soit une distribution de 70 euros par part sociale), lequel est ainsi ramené de la somme de 297 773.95 euros à la somme de 133.95 euros.

DIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux porteurs de l'original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée, à l'effet d'accomplir tous dépôts, toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur et d'une manière générale, faire le nécessaire.

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire, vu l'exposé de la Société de Gestion, et vu l'avis favorable du Conseil de Surveillance, décide d'intégrer la possibilité dans les statuts, pour la Société de Gestion, de distribuer des sommes prélevées sur le compte « prime d'émission ». L'article 41 relatif à l'affectation et à la répartition des résultats sera donc modifié ainsi qu'il suit :

| Ancienne rédaction | Nouvelle rédaction |
|--|--|
| Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires. | Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires. |
| Le bénéfice ainsi déterminé, diminué des sommes que l'Assemblée Générale a décidé de mettre en réserve ou de reporter à nouveau, est distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux et compte tenu des dates d'entrée en jouissance des parts. | Le bénéfice ainsi déterminé, diminué des sommes que l'Assemblée Générale a décidé de mettre en réserve ou de reporter à nouveau, est distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux et compte tenu des dates d'entrée en jouissance des parts. |
| L'Assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. | L'Assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. La Société de Gestion est toutefois habilitée à prélever les sommes sur le poste prime d'émission. |
| La Société de Gestion a qualité pour décider, dans les conditions prévues par la loi, de répartir un ou plusieurs | La Société de Gestion a qualité pour décider, dans les conditions prévues par la loi, de répartir un ou plusieurs |

| | |
|--|--|
| acomptes à valoir sur les dividendes et pour fixer le montant et la date de répartition. Les pertes éventuelles sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux dans les conditions de l'article 14 des statuts et compte tenu des dates d'entrée en jouissance de leurs parts sociales. | acomptes à valoir sur les dividendes et pour fixer le montant et la date de répartition. Les pertes éventuelles sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux dans les conditions de l'article 14 des statuts et compte tenu des dates d'entrée en jouissance de leurs parts sociales. |
|--|--|

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise des rapports de la Société de Gestion et du Commissaire aux Comptes, et de l'avis favorable du Conseil de Surveillance, après avoir rappelé qu'en vertu de l'article 9 des statuts de la Société, le capital social peut à tout époque être réduit par décision extraordinaire des associés pour quelque raison que ce soit, ce montant ne pouvant toutefois être ramené en dessous de 760 000 euros,

Décide :

- De réduire avec effet à la date des présentes, le capital social d'un montant de 2 126 000 euros, cette réduction de capital n'étant pas motivée par des pertes ;
- De réaliser cette réduction de capital par voie de diminution de 500 euros de la valeur nominale de chacune des 4 252 parts sociales existantes numérotées de 1 à 336, de 421 à 3 140 et de 3 157 à 4 352, laquelle valeur nominale est ainsi ramenée de 1 000 euros à 500 euros ;
- D'affecter le montant de cette réduction de capital, soit la somme de 2 126 000 euros, en totalité au compte de prime d'émission

L'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte de la réalisation définitive de la réduction de capital décidée en vertu de la présente résolution, le capital social s'élevant désormais à la somme de 2 126 000 euros, divisé en quatre mille deux cent cinquante-deux (4 252) parts sociales de 500 euros de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 336, de 421 à 3 140 et de 3 157 à 4 352.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide, en conséquence de l'adoption de la délibération qui précède, d'ajouter à la fin de l'article 9 des statuts de la Société relatif à la réduction du capital social un alinéa rédigé comme suit, le reste de cet article demeurant inchangé :

| Ancienne rédaction | Nouvelle rédaction |
|--|---|
| Le capital peut aussi, à toute époque, être réduit par décision extraordinaire des associés pour quelque raison et de quelque manière que ce soit, ce montant ne pouvant être ramené en dessous de sept cent soixante mille euros. Si la réduction n'est pas justifiée par des pertes, elle n'est pas opposable aux créanciers. | Le capital peut aussi, à toute époque, être réduit par décision extraordinaire des associés pour quelque raison et de quelque manière que ce soit, ce montant ne pouvant être ramené en dessous de sept cent soixante mille euros. Si la réduction n'est pas justifiée par des pertes, elle n'est pas opposable aux créanciers. Par délibération en date du 26 juin 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé de réduire le capital social d'un montant de 2 126 000 euros, cette réduction de capital non motivée par des pertes étant réalisée par diminution de 500 euros de la valeur nominale des 4 252 parts |

| | |
|--|--|
| | sociales existantes. Le montant de cette réduction de capital a été affecté en totalité au compte de prime d'émission. |
|--|--|

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux porteurs de l'original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée, à l'effet d'accomplir tous dépôts, toutes formalités et publicités prévues par la loi et les règlements en vigueur et d'une manière générale, faire le nécessaire.